## envie d'Europe

écologique et sociale











#### L'Europe est notre avenir.

Nous avons besoin d'elle pour maîtriser notre destin, pour lutter contre le réchauffement climatique et la disparition de la biodiversité, pour imposer des règles aux multinationales et au commerce mondial, pour peser face à l'Amérique de Trump, la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping. Or l'Union européenne, dénaturée par les lobbies et attaquée par les nationalistes, est aujourd'hui menacée d'implosion.

Il est temps de changer les politiques menées à Bruxelles.

Il est temps de transformer le premier marché mondial en puissance capable de protéger notre environnement et notre santé, nos emplois et nos valeurs.

Il est temps de rompre avec les dogmes du libre-échange et de l'austérité, de lancer la grande transition écologique et de renouer avec la quête de justice sociale. De remettre la démocratie, l'humanisme, la solidarité, l'éducation et la culture au cœur du projet européen.

Conscients de l'urgence, les combattantes et les combattants rassemblés sur cette liste veulent faire émerger une alternative sociale et écologique au libéralisme et au nationalisme.

Ensemble, nous construirons cette alternative de gauche. Ensemble, nous construirons l'Europe des citoyens.

Raphaël Glucksmann

#### **Notamment avec**

#### Sylvie Guillaume

vice-présidente du Parlement européen, engagée pour les droits des exilés

#### **Eric Andrieu**

eurodéputé, président de la commission d'enquête sur les pesticides

#### **Aurore Lalucg**

économiste, spécialiste de la transition sociale et écologique

#### Pierre Larrouturou

économiste, coauteur du Pacte Finance-Climat-Biodiversité

#### Nora Mebarek

engagée dans la lutte contre l'habitat indigne

#### Christophe Clergeau

spécialiste des énergies renouvelables

#### Claire Nouvian

fondatrice d'une ONG luttant contre les lobbies de la pêche industrielle

et nos combattantes et combattants de la liste envie d'Europe

# 10 combats communs pour changer l'Europe

#### L'écologie et la justice sociale d'abord!

Si le climat était une banque, on l'aurait déjà sauvé. La finance doit être mise au service de l'intérêt général. Nous mettrons la finance au service de la transition écologique et de la justice sociale grâce au « Pacte Finance-Climat-Biodiversité » initié par Jean Jouzel et Pierre Larrouturou. Ce grand plan d'investissement permettra de diviser par deux nos émissions de CO₂ d'ici 2030, de créer des emplois, d'améliorer notre santé et de diminuer de 500 à 1 000€ par an les factures de chauffage de chaque ménage en France. Nous sortirons également les dépenses vertes de la règle des 3% de déficit en faisant valoir un principe d'exception écologique.

## 2 Une alimentation saine et de qualité et une agriculture sans pesticides.

Nous érigerons la santé publique et la sécurité alimentaire en priorités absolues. Nous lutterons pour une politique agricole et alimentaire commune (PAAC) qui accompagne les agriculteurs dans cette transition et protège la biodiversité. Nous défendrons un taux de TVA réduit pour les produits issus de l'agriculture biologique.

## 3 Un protectionnisme social et écologique pour une autre mondialisation.

Nous exigerons un moratoire sur les accords de libre-échange. Les importations qui ne respectent pas les normes sociales et environnementales européennes seront taxées aux frontières de l'UE et abonderont le budget pour la transition écologique et l'assurance-chômage. Nous veillerons à ce que les règles de la concurrence n'entravent pas le développement d'une stratégie industrielle européenne, en particulier pour la création d'industries de taille internationale.

## 4 Combattre le dumping social et développer l'Europe du progrès social.

Nous créerons un SMIC européen d'au moins 65 % du salaire médian et une assurance-chômage complémentaire après discussions avec les partenaires sociaux. Nous soutiendrons un nouveau modèle européen d'entreprise qui donne autant de pouvoir aux salariés qu'aux actionnaires dans les conseils d'administration.

### 5 Une fiscalité juste et une régulation financière efficace

Nous nous battrons pour un ISF vert, la séparation des activités bancaires, une véritable taxe sur les transactions financières et pour que les multinationales paient leur juste part d'impôt à l'endroit où elles réalisent leurs bénéfices. Nous lutterons résolument contre les paradis fiscaux.

#### **6** Solidarité européenne dans l'accueil des réfugiés.

Nous lutterons pour une version européenne et solidaire de l'opération *Mare Nostrum*. Pour organiser l'accueil, nous réformerons le régime d'asile européen et créerons un office européen de l'asile dont nous assurerons les moyens et l'indépendance.

#### L'Europe des citoyens, contre l'Europe des lobbies.

Nous renforcerons les pouvoirs du Parlement européen et l'initiative citoyenne européenne (ICE). Nous interdirons aux ex-commissaires européens toute activité de lobbying dans les cinq ans suivant la fin de leur mandat.

Nous créerons une haute autorité européenne pour la transparence de la vie publique.

#### **8** Garantir et étendre les droits fondamentaux.

Nous exigerons des sanctions envers les États qui leur portent atteinte. Nous veillerons à garantir la protection des données personnelles contre la prédation des États, des GAFAM et autres multinationales.

Nous défendrons l'égalité femmes-hommes et proposerons un droit européen à l'avortement. Nous ferons de l'Europe un leader pour les droits des personnes LGBTI+ et lutterons contre toute forme de discrimination.

## 9 Renforcer la défense de l'Europe et la sécurité des Européens.

Pour garantir notre protection, notamment face au terrorisme, nous œuvrerons à un meilleur partage des moyens de défense et de projection sur des théâtres d'opérations extérieurs.

Nous encouragerons une pensée stratégique et diplomatique commune en faisant adopter un livre blanc européen sur la défense et la sécurité.

## 10 Une Europe de la jeunesse grâce à un Erasmus pour tous.

Nous permettrons à chaque jeune européen de 16 à 25 ans de bénéficier d'une bourse à la mobilité allant jusqu'à 5 000€ pour mener un projet éducatif, professionnel ou associatif dans un autre pays européen que le sien.

